

ARRETE DU MAIRE N°2024/ST/AR/200

Portant réglementation provisoire

De la circulation sur la

Rue de la république

Commune
MEYREUIL

Département
BOUCHES DU RHONE

Canton
TRETS

Le Maire de la commune de Meyreuil,

Vu la loi n°82-213 du 02 mars 1982 sur les droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-5 et L 2131-3,

Vu l'article L 511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110-2, R 417-10,

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 116-2 et R 116-2,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental, notamment l'article 99 et suivants,

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu la circulaire 96-14 du 6 février 1996, relative à l'exploitation sous chantier,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée par l'arrêté du 21 mars 2013,

Vu la requête présentée par l'entreprise EHTP impasse des Galets ZI les Iscles 13160 CHATEAURENARD

Considérant qu'il importe de réglementer la circulation sur la voie communale dite rue de la république

ARRETE :

Article 1 – OBJET DE LA DEMANDE

Afin de permettre les travaux de raccordement des réseaux EU et AEP de l'impasse des Loriots la circulation sera provisoirement réglementée sur la voie communale dite rue de la république.

Article 2 – REGLEMENTATION

Les automobilistes devront respecter la réglementation.

Les travaux de nuit seront interdits. Il sera interdit de doubler.

La circulation des véhicules sera ponctuellement interdite dans la zone de travaux, excepté pour les véhicules affectés au chantier et les riverains.

Le passage des véhicules prioritaires sera autorisé.

Aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise des travaux excepté pour les véhicules affectés au chantier.

Autorisation accordée à l'entreprise demandeur ainsi qu'à ses sous-traitants.

La vitesse sera limitée à 30 km/heure.

Une information, par affichage et distribution dans toutes les boîtes aux lettres des riverains concernés devra être effectué au minimum trois jours avant le début des travaux.

Mise en place de la signalisation réglementaire selon le schéma joint en annexe.

Article 3 – DUREE DE LA REGLEMENTATION

Le présent arrêté sera applicable à compter du lundi 25 novembre 2024 à 8h00, jusqu'au vendredi 20 décembre 2024 à 17h00 soit une durée de 26 jours.

Article 4 – SIGNALISATION

Les mises en place, pose et enlèvement de la signalisation provisoire seront exécutés par l'entreprise.

Les frais de cette signalisation seront à la charge de l'entreprise.

Article 5 – RESPONSABILITE DU PETITIONNAIRE

La responsabilité du pétitionnaire sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la présente réglementation.

Article 6 – PRESCRIPTIONS DIVERSES

L'ouverture du chantier ne pourra avoir lieu qu'après recollement de la signalisation temporaire, par un représentant de la commune qui recevra en outre les coordonnées d'un responsable de l'entreprise contactable de jour comme de nuit. La chaussée sera rendue propre et libre à la circulation à 17h00.

Article 8 – INFRACTION

Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 – RESPONSABILITES DES USAGERS

Les usagers devront se conformer strictement à la signalisation en place ainsi qu'aux instructions qui pourraient leur être données sur place par les agents chargés du service d'ordre.

Ils seront déclarés entièrement responsables dans le cas où des accidents viendraient à se produire par la suite de la non-observation du présent arrêté.

Article 10 – PUBLICATION ET NOTIFICATION

Le présent arrêté sera publié et notifié au demandeur conformément à la réglementation en vigueur.

Article 11 – AMPLIATION

Le maire de la commune de Meyreuil,
Le Directeur Général des Services de la commune de Meyreuil,
Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Gardanne,
Le responsable de la Police Municipale de Meyreuil,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution
du présent arrêté.

Le centre de secours principal de Gardanne sera destinataire d'une
copie du présent arrêté.

Article 12 – RECOURS GRACIEUX

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de la justice
administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux
auprès de M. le Maire, ou d'un recours contentieux adressé au Tribunal
Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa
publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application
citoyenne [telerecours.fr](https://www.telerecours.fr).

Fait à Meyreuil, le 18 novembre 2024
Le Maire,



Jean-Pascal GOURNES

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux
fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de
rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du service
instructeur ci-dessus désigné.

